

Frédéric SOUILLOT

Secrétaire général

☎ 01.40.52.86.01

Monsieur Emmanuel MACRON

Président de la République

Palais de l'Élysée

55, rue du Faubourg Saint Honoré

75008 Paris

Paris, le 17 novembre 2022

Monsieur le Président de la République,

La confédération Force Ouvrière, son syndicat de l'enseignement professionnel - le SNETAA FO, premier syndicat des professeurs de lycées professionnels avec sa fédération, la FNEC FP-FO portent un mandat historique pour l'émancipation des enfants de notre pays : former l'Homme, le Citoyen, le Travailleur.

Depuis 1948, l'Enseignement professionnel s'attelle à cette mission en intégrant les évolutions que la société a pu connaître, et en tenant compte des aspirations de la jeunesse. Celle-ci veut être formée aux métiers d'avenir avec des diplômes nationaux renouvelés et reconnus dans les conventions collectives et les statuts. Du CAP au Baccalauréat Professionnel, du BTS au Bachelor professionnel (L3).

L'enseignement professionnel public constitue une voie de réussite pour les jeunes : en alliant un enseignement général et professionnel assuré par les professeurs de Lycée professionnel avec des périodes de formation en entreprises, il débouche sur des qualifications reconnues.

Chacun peut le constater : l'enseignement professionnel est devenu le réceptacle de toutes les difficultés scolaires post 3ème de collège sans compter les difficultés sociales qui frappent plus fortement les jeunes fréquentant les lycées professionnels. Ces jeunes ne demandent qu'à saisir leur chance - si on leur en donne la possibilité - pour devenir les ouvriers, les employés et les techniciens formés que les entreprises dans de nombreux secteurs d'activité peinent aujourd'hui à trouver ! C'est le système qui a provoqué une perte d'attractivité de l'enseignement professionnel avec une orientation qui ne se base que sur les difficultés des jeunes. C'est ainsi que 75% des jeunes en situation de handicap, quelles que soient leurs envies et attentes sont systématiquement orientés vers l'enseignement professionnel sans qu'on leur donne - et c'est reconnu par tous - les moyens, les personnels (AESH), les structures (ULIS) pouvant aider à inclure ces jeunes. L'inclusion est devenue une « exclusion » pour ces élèves à qui le pays ne consacre pas les moyens *minimums* pour s'insérer.

Depuis la nomination de Carole Grandjean, ses déclarations sont reçues par les personnels, les élèves, les parents et les associations de jeunesse comme des provocations stigmatisantes qui pointent les échecs sans jamais reconnaître l'immense réussite de l'enseignement professionnel.

L'augmentation du nombre de semaines de stages alors que les élèves, encore très jeunes, ont en réalité besoin d'être présents à l'école plutôt que dans une entreprise, la présidence des conseils d'administration des lycées professionnels donnée aux entreprises, l'utilisation/la manipulation des chiffres pour dire toutes les difficultés d'insertion dans l'emploi ou dans l'enseignement supérieur ne constituent pas des réponses appropriées aux attentes des jeunes et de leurs familles et aux préoccupations des personnels de l'enseignement professionnel.

Aujourd'hui, 6 Lycées professionnels parisiens, 10 dans le Grand-Est sont menacés de fermeture pour la prochaine rentrée quand les effectifs d'élèves étaient pourtant en augmentation de 2% à la rentrée scolaire de septembre 2022. Tout est lié et nous défendons la préservation des lycées professionnels. Nous apportons tout notre soutien aux personnels mobilisés pour faire reculer ces projets et obtenir le maintien des lycées.

L'Enseignement professionnel mérite autre chose que des provocations hasardeuses et blessantes pour les jeunes et plus largement pour les 9 millions de salariés titulaires d'un CAP, d'un Bac Pro ou d'un BTS.

Le 18 octobre 2022, FO a été le moteur d'une grève massive (62%) des 65 000 personnels de l'Enseignement professionnel initial, public et laïque. Fait historique, toutes les organisations de l'enseignement privé et de l'enseignement agricole étaient aussi en grève. Ils doivent être entendus !

Les personnels que nous représentons massivement manifestent ce samedi 19 novembre 2022 pour exiger le retrait de ce projet de réforme et organiser une concertation urgente pour permettre d'avoir un échange précis sur la situation de l'enseignement professionnel, de partager nos analyses réciproques, d'entendre les préoccupations et les aspirations des personnels des lycées professionnels et donner un nouveau souffle à l'enseignement professionnel au sein de l'Ecole de la République.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous vous demandons de bien vouloir intervenir auprès de votre ministre déléguée pour sortir de l'impasse provoquée par ce projet de réforme.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre haute considération.

Pascal VIVIER

Secrétaire Général du SNETAA-FO



Clément POULLET

Secrétaire Général FNEC-FP-FO



Frédéric SOUILLOT

Secrétaire Général
de la CGT-Force Ouvrière

